

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES SOUS LA PRÉSIDENTE DE THEIN SEIN

RAPPORT D'INFO BIRMANIE - JUILLET 2013

« Je suis toujours préoccupé par les cas de tortures dans les centres de détention en Birmanie. Cette pratique courante met en lumière le fossé qui existe entre les réformes issues des plus hautes sphères du gouvernement et la réalité sur le terrain. »

Tomás Ojea Quintana, rapporteur spécial des Nations Unies, 16 février 2013.

INTRODUCTION

Depuis deux ans, la communauté internationale ne cesse de saluer le courage et de souligner les réformes entreprises par le Président birman.

Pourtant, le passé de Thein Sein, son bilan après deux années à la présidence du pays ainsi que le fossé entre ses promesses et ses actions, devraient rendre la communauté internationale plus sceptique et l'amener à s'interroger davantage.

Chaque transition est difficile et les réformes prennent du temps. Cependant, l'escalade de la violence, l'aggravation de la situation des droits de l'homme, l'absence de dialogue politique et de réformes favorisant la démocratie, devraient suffire à sonner l'alarme!

Le gouvernement français se prépare-t-il à garder le silence alors que les violations des droits de l'homme en Birmanie continuent ?

Les cas de viols commis par l'armée et les forces de sécurité birmanes sont de plus en plus nombreux, des centaines de prisonniers politiques sont toujours en prison et presque toutes les lois répressives

- Des centaines de prisonniers politiques sont toujours en prison, des centaines d'autres continuent d'être arrêtés
- Presque toutes les lois répressives sont encore en place
- Les Nations Unies ont rapporté de nombreux cas de tortures dans les prisons en 2013
- Le Président Thein Sein bloque l'aide aux minorités, en violation du droit international
- Les cas de viols par les forces armées birmanes ont augmenté depuis que Thein Sein est président
- Thein Sein a demandé aux Nations Unies de l'aide pour expulser la communauté Rohingyas de Birmanie
- Depuis que Thein Sein est président, plus de 250 000 personnes ont fui leurs maisons à cause des attaques et des abus des droits de l'homme
- Malgré ses engagements, la Birmanie continue d'utiliser et de recruter des enfants soldats
- Human Right Watch a des preuves d'un nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité contre les Rohingyas

permettant au gouvernement de faire taire les voix dissidentes, sont encore en place. Dans les villes, les libertés civiles ont incontestablement progressées, toutefois, elles n'ont pas été entérinées légalement et pourraient disparaître à tout moment. Parallèlement, des violations aux droits de l'homme pouvant être qualifiées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de nettoyage ethnique, sont commises contre les minorités.

Le processus de réformes engagé constitue-t-il une véritable transition vers la démocratie ou s'agit-il, comme beaucoup le pense en Birmanie, du passage d'un état paria à une « dictature fréquentable » similaire au régime russe ou chinois ? Les réformes mises en place par Thein Sein ont-elles été seulement consenties pour permettre au gouvernement d'échapper aux sanctions et à la pression internationale ? La communauté internationale n'est-elle pas en train de confondre processus de modernisation et processus de démocratisation ?

La communauté internationale ne cesse de souligner les avancées démocratiques mais ignore la réalité du terrain. Un équilibre prudent entre encouragement et pression devrait remplacer cette approche qui considère que, comme cela a été promis, tout va bien en Birmanie.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME PERPETREES AUJOURD'HUI EN BIRMANIE

Prisonniers politiques

Des centaines de prisonniers politiques ont été libérés, mais des centaines d'autres sont toujours derrière les barreaux. Les nouvelles arrestations d'activistes se produisent à un rythme alarmant, et de nombreux militants sont emprisonnés en attendant leur procès.

La majorité des prisonniers politiques libérés, n'ont pas été graciés mais seulement remis en liberté conditionnelle. S'ils sont de nouveau arrêtés, ils purgeront leur peine initiale.

Torture

La torture est toujours endémique en Birmanie. Le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Birmanie a enregistré un grand nombre de cas en 2012 et 2013.

Conflits

Les accords de cessez-le-feu conclus avec plusieurs groupes ethniques armés ont été salués comme l'un des plus grands succès de Thein Sein. Pourtant, depuis qu'il est devenu président, les conflits se sont intensifiés ; notamment dans les états Shan et Kachin où des trêves ont été rompues. L'armée birmane y cible des civils et commet des violations des droits de l'homme qui ont déjà entraîné le déplacement de près de 150 000 personnes uniquement pour ces deux conflits.

Les exactions commises dans les Etats Shan et Kachin sont nombreuses : viols, tortures, exécutions et détentions arbitraires, incendies criminels, tirs de mortiers sur des villages, pillages, travail forcé, passages à tabac, utilisation d'enfants soldats etc.

Des centaines de milliers de déplacés, l'aide humanitaire toujours bloquée

Depuis que Thein Sein est président, au moins 250 000 personnes ont été déplacées par les conflits, les violations des droits de l'homme et les violences.

Dans l'Etat Kachin seulement une poignée de convois humanitaires ont été autorisés à pénétrer dans les territoires non-contrôlés par le gouvernement, où la plupart des déplacés internes vivent dans des refuges temporaires. Bloquer l'aide humanitaire est une violation du droit international.

Le président Thein Sein empêche le libre accès humanitaire à près de 140 000 Rohingyas déplacés, ayant fui les attaques. Selon les termes de Valérie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations unies, chargée des affaires humanitaires et coordonnatrice des secours d'urgence, les conditions de vie des Rohingyas dans les camps restent pourtant « désastreuses », avec des camps surpeuplés et des conditions sanitaires catastrophiques.

Dans la plupart des régions des restrictions ont été mises en place par le gouvernement qui contrôle la nature de l'aide, ses bénéficiaires et ceux qui la livre. La Birmanie est tristement célèbre pour avoir bloqué l'accès de l'aide humanitaire après le passage du cyclone Nargis en 2008 qui a fait plus de 100 000 morts (Thein Sein était alors en charge de la situation pour le gouvernement).

Censure et liberté de la presse

Le gouvernement birman a permis des avancées notables pour la liberté de la presse. L'autorisation de publication pour les journaux privés, témoigne notamment de la volonté des dirigeants de mettre un point final à la propagande militaire. En revanche, de nombreuses dispositions liberticides sont contenues dans le nouveau projet de loi sur l'impression et la publication et beaucoup de lois liberticides pour la presse n'ont toujours pas été abrogées.

Récemment, les autorités ont interdit la vente du Time Magazine sous toutes ses formes. Ce geste témoigne de la volonté inchangée du gouvernement de contrôler l'information et de s'octroyer le droit de pratiquer une censure préalable chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Interdiction de manifester

Une nouvelle loi promulguée début 2012 autorise les manifestations pacifiques. L'utilisation de cette loi est détournée et permet l'arrestation de centaines d'activistes. Les conditions de protestation prévues sont très strictes et tout événement doit être autorisé par les autorités locales. Elles peuvent par exemple arrêter un rassemblement composé de deux personnes.

Confiscations de terre

La confiscation des terres est devenue un des problèmes endémiques en Birmanie. Le gouvernement central confisque d'immenses étendues de terres à travers le pays, provoquant le déplacement et la destruction des moyens de subsistance des agriculteurs et des populations vivant dans ces zones. Aucune étude approfondie n'a encore été menée pour évaluer l'ampleur réelle de ce problème très répandu.

Lois répressives

Toutes les lois répressives sont encore en place, elles donnent au gouvernement un cadre juridique lui permettant de procéder à des arrestations arbitraires et de mettre sous silence les voix dissidentes. Elles ne sont pas en conformité avec les standards internationaux et ne peuvent garantir les libertés fondamentales.

Aucun changement de Constitution

Thein Sein a été en charge du processus d'élaboration de la Constitution de 2008 et a rejeté toutes les propositions permettant d'accorder des droits, une

protection et un certain niveau d'autonomie aux groupes ethniques de Birmanie.

Aucun dialogue ou changement constitutionnel n'a réduit le pouvoir de l'armée, ni permit de faire de la Birmanie un pays plus démocratique. Les trois quarts des membres du nouveau comité créé par le Parlement pour examiner la réforme constitutionnelle, sont issus de l'armée et du parti politique pro-junte. Les représentants des mouvements ethniques et pour la démocratie en sont exclus.

Crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Dans sa résolution sur la Birmanie, adoptée par consensus le 21 mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a alerté la communauté internationale sur les violations des droits de l'homme susceptibles d'être commises en violation du droit international. Sont notamment concernées « les détentions arbitraires, les déplacements forcés, les confiscations de terres, les viols et autres formes de violences sexuelles, la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que les violations du droit international humanitaire ». Il exhorte le gouvernement birman à redoubler d'efforts pour lutter contre « la violence, les déplacements et le dénuement économique touchant les personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques ».

Les Rohingyas

Les violences communautaires qui ont commencées en 2012 se sont rapidement transformées en attaques systématiques contre les Rohingyas, entraînant un nombre important de meurtres, ainsi que la fuite d'environ 140 000 personnes. Human Rights Watch a fourni les preuves que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis contre les Rohingyas.

La loi de 1982 étaye la discrimination légale contre les Rohingyas, et les prive de citoyenneté. Pour le

président Thein Sein, cette loi protège la nation, il est donc exclu de la changer. En demandant de l'aide internationale pour expulser tous les Rohingyas de Birmanie, le président Thein Sein a également donné la légitimité et le soutien à ceux qui prétendent que les Rohingyas n'appartiennent pas à la Birmanie, et aux auteurs des violences. Les individus qui incitent à la violence anti-Rohingyas sont toujours autorisés à opérer en toute impunité.

Le récent comité, établi par le gouvernement chargé d'enquêter sur les violences dans l'État d'Arakan, a été incapable de tenir pour responsables les auteurs des violences, et a recommandé de façon inquiétante une présence accrue de l'armée. Il a enfin défendu une politique discriminatoire visant à empêcher les femmes Rohingyas d'avoir plus de 2 enfants.

Aucune mesure n'a été prise pour promouvoir une forme de réconciliation entre les communautés et assurer la sécurité des populations. En effet, un régime d'apartheid et une politique de ségrégation empêche les Rohingyas de circuler librement hors des camps.

La violation des traités internationaux

En mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, a appelé le gouvernement birman à respecter ses obligations relatives aux traités internationaux et aux textes réglementaires applicables. Il lui demande également d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La violence anti-musulmane

Le président Thein Sein, a laissé se développer un sentiment de haine contre les Rohingyas et n'a pris aucune mesure pour stopper les violences contre l'ensemble des musulmans de Birmanie. Les violences anti-musulmans se sont ainsi propagées dans le pays, entraînant le déplacement de milliers de personnes

ainsi que des centaines de meurtres.

Alors qu'une jeune femme a récemment été condamnée à une peine de prison pour s'être cognée à un moine, dans une rue très fréquentée, les représentants bouddhistes sont libres de propager la haine contre les musulmans. Les moines les plus virulents sont même soutenus par le gouvernement.

La liberté de religion

Les Etats-Unis ont intégré la Birmanie à la liste des « pays particulièrement préoccupants » car les violations contre la liberté de religion y sont flagrantes et systématiques.

En 2012, dans son rapport « Menaces contre notre existence », la Chin Human Rights Organisation, a rassemblé des documents montrant le déni systématique de liberté de religion auquel est confrontée l'ethnie chrétienne Chin.

L'augmentation des dépenses militaires?

21% du budget gouvernemental est consacré aux dépenses militaires. C'est plus de cinq fois le budget alloué à la santé, qui ne représente que 3,9% du budget total. Les annonces du gouvernement laissent à penser que les dépenses militaires diminuent, toutefois c'est leur pourcentage par rapport aux dépenses globales du gouvernement qui est en baisse, et non leur montant. Les dépenses militaires auraient même augmenté sous la présidence de Thein Sein qui n'a pas caché son ambition de se doter d'une réelle puissance militaire.

Ni vérité, ni justice, ni responsabilité, ni processus de réconciliation

Thein Sein ne reconnaît pas les violations des droits de l'homme commises en Birmanie. Il a récemment qualifié d'inventions, les rapports des Nations Unies dénonçant les abus commis par les soldats sous son ordre.

En réponse aux documents attestant les violations des droits de l'homme dans l'Etat Kachin, le Lieutenant

général Lt-Gen Myint Soe déclarait : « ne croyez pas tout ce que vous entendez ».

Le recrutement des enfants soldats continue

Thein Sein s'est engagé auprès des Nations Unies en 2004, à mettre un terme à l'utilisation et au recrutement d'enfants soldats par les forces gouvernementales. En 2012 et après cinq années de négociation, il a signé un nouveau plan d'action dans ce sens. Un an après, il n'a toujours pas respecté ses engagements : 108 enfants sur plus de 5000 ont été libérés et les recrutements continuent.

Viols et violences sexuelles

Les rapports dénonçant les viols et les violences sexuelles commis par les forces gouvernementales ont augmenté depuis que Thein Sein est devenu président. La moitié des femmes violées par les soldats de l'armée birmane dans les Etats Kachin et Shan, auraient également été torturées, mutilées et tuées.